

REVUE À MI-PARCOURS DU FAD-13

Groupe de travail du Fonds africain de développement sur les approches innovantes pour le FAD-14

Projet de rapport (version 2)

11-13, Novembre 2015

Avertissement : Le contenu du présent rapport ne reflète pas nécessairement les vues de la Banque africaine de développement, des participants aux réunions du Groupe de travail ou de l'un quelconque des gouvernements membres du Groupe de travail.



FOND AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT

Résumé des constatations et des recommandations

L'évolution de la composition des clients du FAD et les implications possibles

Il est probable que les reclassements hors du guichet FAD soient modestes jusqu'en 2022, dans l'hypothèse du maintien des critères d'éligibilité du Groupe de la Banque africaine de développement. Par contre, une proportion significative des ressources pourrait être soumise à des modalités durcies du FAD, au regard des changements qui pourraient intervenir dans sept pays pour ce qui est de leur statut de pays atypique, à financement mixte ou en transition, même si cela dépend de leur sensibilité au risque de chocs économiques.

Lors de la revue à mi-parcours du FAD-13, le Groupe de la Banque africaine de développement a présenté un rapport sur ses efforts pour soutenir ses membres dans le renforcement de la mobilisation des ressources intérieures, au titre des documents déjà prévus, et a indiqué qu'il entend appuyer la mobilisation des ressources intérieures, dans le cadre du processus de la Quatorzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-14).

Le Groupe de la Banque africaine de développement œuvre en étroite collaboration avec d'autres banques multilatérales de développement (BMD) et le Fonds monétaire international (FMI) à la prise en compte des implications combinées, en termes de soutenabilité de la dette, des propositions concernant les changements à introduire dans les politiques de prêt, avant de prendre des décisions à ce sujet.

Lors de la revue à mi-parcours du FAD-13, le Groupe de la Banque africaine de développement a présenté un rapport sur ses efforts pour soutenir ses membres dans le renforcement de leurs capacités, en termes de soutenabilité de la dette, au titre des documents déjà prévus, et a indiqué qu'il entend appuyer la mobilisation des ressources intérieures dans le cadre du processus de la Quatorzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-14).

Le Groupe de la Banque africaine de développement définit les options pour le rôle de la Banque dans les efforts pour s'attaquer aux poches de pauvreté, en faisant circuler à cet effet un projet de document à la suite de la revue à mi-parcours et avant la première réunion sur la Quatorzième reconstitution générale des ressources du FAD.

Renforcement des sources de financement

Le Groupe de travail du Fonds africain de développement sur les approches innovantes pour le FAD-14 (AWG) a exploré et examiné différentes pistes. Toutefois, il convient de noter que cela ne préjuge en rien de la réponse à la question de savoir si l'on pourra convenir de la poursuite de l'exploration de ces pistes dans le cadre de la Quatorzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement.

L'AWG a discuté d'une série de principes pour toute option d'utilisation des prêts concessionnels des donateurs (CDL). Au nombre de ces principes, l'on pourrait citer les suivants :

- La finalité des CDL est l'additionnalité. Pour les donateurs, il ne devrait pas s'agir de remplacer les financements à titre de dons par les CDL.
- Le montant de la dette devrait être limité pour que le risque lié à l'introduction de la dette dans le cadre de financement du Fonds demeure gérable.

- Les donateurs offrant des CDL devraient être encouragés et bénéficier de compensations.
- Les revenus tirés des CDL devraient être reversés dans le pool général de la reconstitution des ressources du FAD, au lieu d'être affectés spécialement au financement d'activités spécifiques ou d'être allouées à des pays membres régionaux spécifiques ou encore à une catégorie donnée de pays membres régionaux.
- Les rentrées de fonds au titre des opérations financées par les produits des CDL devraient être suffisantes pour rembourser les CDL, afin que les opérations d'autres fonds n'aient pas d'incidence en termes de coûts liés à l'introduction des CDL dans le cadre des financements du FAD.

La direction devrait entreprendre des analyses plus poussées dans la perspective de la première réunion sur la Quatorzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-14) pour examiner : i) la portée potentielle des CDL, au regard du spectre attendu des clients du FAD ainsi que de l'interaction avec d'autres innovations (voir plus loin) ; ii) l'intérêt potentiel des donateurs dans la fourniture de prêts ; iii) les options spécifiques pour la gestion des risques de substitution, et notamment du choix des taux d'actualisation ; iv) les charges administratives ; v) toutes les implications à plus long terme pour les financements du guichet FAD ; et vi) les enseignements tirés de l'expérience de l'AID-17 et d'autres reconstitutions générales des ressources.

Le FAD-14 présente clairement des avantages en termes de génération de ressources additionnelles au titre de l'accélération des encaissements provenant des donateurs (tout en renonçant aux avantages tirés des revenus) ou de la fourniture d'un prêt-relais à la Capacité d'engagement anticipé (ACC). S'il est vrai que de nombreux donateurs ne sont pas à même d'agir de cette manière, il n'en demeure pas moins que d'autres pourraient souhaiter explorer de telles possibilités sur une base volontaire.

La direction devrait faire le point, à l'intention des plénipotentiaires du FAD lors de la première réunion de la Quatorzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-14), sur l'opportunité ou non d'abrégé le calendrier des encaissements en vue de tenir compte de la période moyenne plus brève des décaissements.

Les plénipotentiaires du FAD devraient inviter la direction à soumettre une revue à jour de sa politique générale en matière de liquidité, dans le cadre du processus du FAD-14.

Des analyses plus poussées devraient être conduites dans la perspective de l'adoption du mécanisme de rachat, au regard de la possibilité que les ressources nettes passent de 400 millions d'UC à 1 080 millions d'UC, en fonction de l'inclusion ou non des pays figurant sur la « liste verte », avec la possibilité que de telles ressources puissent être libérées en faveur des clients les plus démunis du guichet FAD au titre du cycle du FAD-14. La Banque devrait présenter des propositions plus spécifiques au cours de la première réunion sur la Quatorzième reconstitution générale des ressources du FAD, propositions concernant les critères d'éligibilité possibles, l'impact à plus long terme sur la viabilité financière du FAD et sur son portefeuille.

Le financement axé sur les résultats est susceptible d'attirer des financements additionnels, soit à travers les contributions de nouveaux donateurs au titre de projets spécifiques, soit à travers un mécanisme de rachat des prêts. L'AWG a identifié les avantages potentiels de cette approche, ainsi que certaines questions sur lesquelles les vues restaient mitigées. L'AWG s'en est référé aux plénipotentiaires pour déterminer si une analyse plus détaillée de cette option sera nécessaire dans le cadre des réunions sur le FAD-14.

La réunion tenue en marge de l'AWG de février 2015 n'a pas permis d'établir la preuve formelle que la gouvernance du FAD elle-même constituait une sérieuse contrainte limitant la participation de nouveaux donateurs. Il revient cependant à la direction du Groupe de la Banque africaine de développement de mener des consultations plus approfondies avec les PMR et les donateurs non habituels sur la question de savoir si la gouvernance du FAD devrait être une question à prendre en compte dans le cadre des réunions sur le FAD-14 ainsi que dans le cadre plus global des discussions portant sur les facteurs à même d'encourager des contributions plus substantielles.

Toutes ces trois principales propositions offrent potentiellement des avantages significatifs. Toutes les combinaisons possibles de ces propositions renforceraient la complémentarité entre elles, peut-être à l'exception des CDL et du mécanisme de rachat, compte tenu du fait que toutes ces deux options ciblent les mêmes clients. Toutefois, au regard des réticences des plénipotentiaires à accepter toute accélération statutaire des encaissements non liée aux changements introduits dans les calendriers des décaissements, il n'y a que deux options viables, à savoir :

- le mécanisme de rachat des intérêts, qui imposerait aux donateurs un fardeau moins lourd ; et
- les CDL, qui auraient le plus d'impact au moins à moyen terme et sous réserve de l'atténuation de tout effet secondaire substantiel, à moins que le mécanisme de rachat des intérêts ne soit étendu à tous les pays exclusivement FAD à feu vert, ainsi qu'aux pays pouvant prétendre à des financements mixtes et aux pays atypiques.

La direction du Groupe de la Banque africaine de développement devrait approfondir ses analyses en vue de l'élaboration et de la diffusion d'un document, dans le cadre de la revue à mi-parcours du FAD-13, pour permettre aux plénipotentiaires de déterminer si la Banque devrait focaliser l'attention sur la préparation des propositions pour le FAD-14.

Amélioration de l'impact du FAD

La direction du Groupe de la Banque africaine de développement devrait présenter des analyses plus approfondies, dans le cadre d'un document général à soumettre à la première réunion sur la Quatorzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement, analyses axées sur la portée des efforts d'amélioration des instruments actuels du FAD pour le secteur privé, ainsi que sur la faisabilité et les résultats probables des nouvelles approches proposées, en particulier en termes d'impact financier, d'effet de levier, de résultats en matière de développement, de capacités administratives et de gouvernance (y compris la gestion des conflits d'intérêts).

L'AWG a envisagé de préparer un exposé couvrant un certain nombre de questions portant sur la formule actuelle de l'allocation basée sur la performance (ABP) ainsi que sur les autres solutions possibles, ce qui a toutefois soulevé des préoccupations chez un certain nombre de membres. L'AWG a rappelé que la revue à mi-parcours du FAD-13 évaluera la pertinence de cette allocation au cours du cycle du FAD-13, permettant ainsi aux plénipotentiaires d'examiner la portée et la nature de toute révision possible des critères d'allocation des ressources du FAD et des montants pré-affectés au titre du processus du FAD-14.

TABLE DES MATIÈRES

Resume des constatations et des recommandations	II
<i>L'évolution de la composition des clients du FAD et les implications possibles.....</i>	<i>II</i>
<i>renforcement des sources de financement.....</i>	<i>II</i>
<i>amelioration de l'impact du FAD</i>	<i>IV</i>
Abréviations et sigles	VI
1. Introduction	1
2. Evolution de la composition des clients du FAD et implications eventuelles	2
3. Renforcement des sources de financement	4
<i>Questions génériques</i>	<i>4</i>
<i>Prêts concessionnels des donateurs</i>	<i>5</i>
<i>Accélération des encaissements et prêts-relais.....</i>	<i>6</i>
<i>Mecanisme de rachat des interets</i>	<i>7</i>
<i>Financement axé sur les résultats</i>	<i>8</i>
<i>Elargissement de la base des donateurs</i>	<i>9</i>
<i>Synergies et substituabilité.....</i>	<i>9</i>
4. Amelioration de l'impact du fad.....	10
<i>Attirer les financements du secteur prive.....</i>	<i>10</i>
<i>Allocation basée sur la performance</i>	<i>11</i>
Annex 1: Termes de reference du groupe de travail du FAD sur les approches innovantes pour le FAD-14.....	12
Annexe 2 : Comparaison de trois sources innovantes de financement.....	16
Annexe 3 : Liste des documents et des exposes.....	18

Abréviations et sigles

ABP	Allocation basée sur la performance
ACC	Capacité d'engagement anticipé
AID	Association internationale pour le développement
AMGI	Agence multilatérale de garantie des investissements
ASS	Afrique subsaharienne
AWG	Groupe de travail du FAD sur les approches innovantes
BAD	Banque africaine de développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
BMD	Banque multilatérale de développement
CDL	Prêt concessionnel des donateurs
DTS	Droits de tirage spéciaux
FAD	Fonds africain de développement
FERDI	Fondation pour les études et les recherches sur le développement international
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
GPC	Garantie partielle de crédit
MRI	Mobilisation des ressources intérieures
ODD	Objectif de développement durable
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
P4R	Programme pour les résultats
PRI	Pays à revenu intermédiaire
RMP	Revue à mi-parcours
USD	Dollar des États-Unis

1. Introduction

- 1.1 Le Fonds africain de développement (FAD) opère dans un environnement mondial et régional en constante mutation. Bon nombre de ses clients sont de plus en plus capables d'autofinancer leur effort de développement et de tirer parti d'autres sources de financement. Par contre, ils ne sont guère nombreux à enregistrer de véritables progrès dans la lutte contre la pauvreté, si bien que leurs besoins de financement demeurent substantiels. Ils continuent donc d'avoir besoin de financements substantiels du FAD, étant entendu que de tels financements doivent être adaptés à ce nouvel environnement, tout en tenant compte des autres mutations en cours.
- 1.2 Lors de la dernière réunion sur la Treizième reconstitution générale des ressources du Fond africain de développement (FAD-13), les plénipotentiaires sont convenus de la création d'un groupe de travail pour faciliter l'examen de ces questions, avant le lancement du processus de la Quatorzième reconstitution générale des ressources (FAD-14) afin de faciliter les discussions sur les approches innovantes pour les sources de financement du FAD-14 ainsi que sur les instruments permettant de déployer plus efficacement les ressources du FAD. Ils sont parvenus à un accord sur le fait que ces discussions auraient un horizon de 10 à 15 ans et devraient tenir compte de la viabilité du FAD et de la Stratégie décennale du Groupe de la Banque africaine de développement. L'annexe A présente les termes de référence convenus.
- 1.3 C'est ainsi que le Groupe de travail du FAD sur les approches innovantes (AWG) a été lancé en mai 2014, en marge des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement qui se sont tenues à Kigali. L'AWG a par la suite tenu une série de réunions à Washington (octobre 2014), à Londres (février 2015) et finalement à Abidjan, en mai 2015.
- 1.4 L'adhésion à l'AWG est ouverte à tous les membres, sans limitation du nombre de membres. Les plénipotentiaires du FAD des pays suivants ont pris part à ces réunions en tant que membres de l'AWG : l'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Autriche, le Canada, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. D'autres pays y ont également pris périodiquement part en qualité d'observateurs. L'AWG était co-présidé par l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni.
- 1.5 Le présent rapport porte sur les constatations et les recommandations ayant émergé des discussions des quatre réunions tenues par l'AWG, en les classant en trois catégories, à savoir l'analyse de la composition changeante de la clientèle du FAD et du processus de reclassement ; les sources innovantes de financement ; et l'innovation dans l'allocation des financements. Cela n'aurait pas été possible sans les documents et les exposés de haute qualité préparés par le Groupe de la Banque africaine de développement (pour la liste de ces documents, voir annexe B). Par ailleurs, les exposés ci-après ont guidé l'AWG dans ses discussions :
 - l'exposé présenté par le Professeur Guillaumont, de la *Fondation pour les études et recherches sur le développement international* (FERDI), sur *Les défis de la vulnérabilité* ;

- l'exposé présenté par Matthew Martin, de *Development Finance International*, sur la *soutenabilité de la dette* ;
- l'exposé présenté par le professeur Pierre Jacquet, Président du *Global Development Network*, et portant sur le thème *Sortir des sentiers battus dans l'utilisation des financements concessionnels*.

1.6 Le professeur Ngaire Woods, de l'Université d'Oxford, a animé une session informelle spéciale (conformément aux règles de Chatham House) sur la gouvernance du FAD, en marge de la réunion de l'AWG tenue à Londres.

2. Evolution de la composition des clients du FAD et implications éventuelles

2.1 L'évolution de la composition des clients du FAD est à la base de toutes les discussions sur l'avenir de ce fonds. Pour les diverses réunions tenues par l'AWG, la direction a préparé des évaluations de plus en plus approfondies des changements pouvant intervenir dans les niveaux des revenus ainsi que dans la solvabilité des clients du FAD. Ces évaluations ont analysé la trajectoire que suivront probablement divers pays FAD pour leur reclassement vers des modalités plus durcies (en tant que pays atypiques, à financement mixte et en transition), avant de sortir finalement du guichet FAD.

2.2 Dans la conduite de ces évaluations, la direction a tenu compte de la solide performance récente de l'ensemble de la région sur le plan de la croissance (5 % par an), ce qui témoigne de l'amélioration de la gestion macroéconomique ainsi que de l'augmentation bien plus forte de la demande d'exportations de ressources naturelles, à la faveur de l'augmentation des investissements directs étrangers et de l'élargissement de l'accès aux marchés financiers. S'il est vrai que cette évolution s'est traduite par des progrès substantiels dans le développement économique et social à travers le continent, il n'en demeure pas moins qu'une proportion de près de 50 % de la population d'Afrique subsaharienne (ASS), soit plus de 450 millions de personnes, vit encore avec moins de 1,25 USD par jour. La direction retient l'hypothèse d'un léger fléchissement de la croissance au cours de la prochaine décennie, pour s'établir à 4,1 %, à la suite du ralentissement de la croissance de la demande des ressources naturelles. En retenant l'hypothèse du maintien de taux de croissance plus élevés dans la majeure partie de l'Asie, le Groupe de la Banque africaine de développement s'attend à ce qu'une grande partie de l'ASS abrite une proportion croissante des pauvres du monde.

Reclassement

2.3 La direction a mis au point un modèle pour les projections concernant le taux de croissance des pays, pris individuellement, ainsi que de leur solvabilité future jusqu'à la fin du cycle du FAD-15 (2022). Il en ressort que sept pays représentant un tiers des allocations au titre du FAD-13 pourraient passer du statut de pays exclusivement FAD (Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Mauritanie, Sénégal, Soudan, Tanzanie, Tchad, Zambie) à un autre statut, trois d'entre eux ne représentant que 4 % des allocations au titre du FAD-13 devant sortir du guichet FAD (Cap-Vert, Congo et Nigeria). Toutefois, les membres de l'AWG ont fait observer que ces hypothèses tenaient compte des chocs potentiels aux niveaux mondial, régional et national, ce qui pourrait conduire à des changements d'un degré moindre.

- Les sorties du guichet FAD seront probablement limitées jusqu'en 2022, en retenant l'hypothèse du maintien des critères de reclassement du Groupe de la

Banque. Par contre, une proportion significative des fonds pourrait être soumise à des modalités FAD durcies, compte tenu des changements possibles dans ces pays pour passer du statut de pays atypique à celui de pays à financement mixte ou de pays en transition, même si cela dépend du risque lié aux chocs économiques.

2.4 L'AWG a examiné les implications potentielles ci-dessous :

Soutenabilité de la dette

2.5 Les clients actuels du FAD vont de plus en plus recourir aux prêts moins concessionnels du Groupe de la Banque africaine de développement, non seulement à la suite du reclassement des pays FAD, mais aussi parce que les pays exclusivement FAD pourront avoir accès aux prêts BAD, à la suite de l'adoption de la Politique de crédit de 2014. Au même moment, ces pays pourraient également avoir accès à des financements du Groupe de la Banque mondiale et du FMI, selon des modalités durcies similaires, tout comme l'on pourrait assister à la réduction des financements concessionnels bilatéraux, à la faveur du changement de statut pour l'accès aux financements concessionnels des banques multilatérales de développement. En conséquence, l'AWG recommande que :

- le Groupe de la Banque africaine de développement présente lors de la revue à mi-parcours (RMP) du FAD-13 un rapport sur ses efforts pour aider ses membres à renforcer la mobilisation des ressources intérieures, au titre des documents déjà prévus, et appuie les plans futurs de mobilisation des ressources intérieures au titre du FAD-14 ;
- le Groupe de la Banque africaine de développement œuvre plus étroitement avec d'autres banques multilatérales de développement (BMD) et le FMI à la prise en compte des implications combinées en matière de viabilité des propositions concernant les politiques de reclassement et de prêt, avant de prendre des décisions ;
- le Groupe de la Banque africaine de développement présente lors de la revue à mi-parcours (RMP) du FAD-13 un rapport sur ses efforts pour aider ses membres à renforcer leurs capacités en matière de dette, au titre des documents déjà prévus, et appuie les plans futurs de mobilisation des ressources intérieures au titre du FAD-14.

Focalisation accrue du FAD sur les pays fragiles

2.6 Si les changements susmentionnés dans la composition des clients du FAD devaient se concrétiser, les États fragiles doubleraient leur part des ressources FAD (pour passer de 17 % au cours du cycle du FAD-12 à 36 % au cours du cycle du FAD-15). Cela pourrait soulever des questions concernant le modèle actuel d'allocation basée sur la performance, questions examinées à la section 4.

Répartition des pauvres en Afrique et processus de reclassement

2.7 Le modèle adopté par la direction donne à penser que les politiques de reclassement actuelles conduiraient à la sortie du guichet FAD des pays comptant un plus grand nombre de personnes pauvres au cours des trois prochains cycles du FAD. Il montre que s'il est vrai qu'une proportion de 4 % seulement des personnes vivant avec moins de 1,25 USD par jour en Afrique en 2015 (soit environ 19 millions de personnes) n'est pas éligible pour le FAD, cette proportion devrait passer, d'ici 2022, à 42 % (soit 248 millions de

personnes), au regard du reclassement des pays FAD¹. Cela soulève la question de savoir la meilleure voie à suivre par le Groupe de la Banque pour aider à s'attaquer aux poches de pauvreté dans les pays à revenu intermédiaire (PRI), d'où la question de savoir s'il faut des changements dans les seuils pour le reclassement au guichet FAD ou dans le processus de transition. Faudrait-il introduire des critères supplémentaires pour le reclassement ? La durée de la transition hors du guichet FAD devrait-elle être prolongée ? Une facilité concessionnelle distincte devrait-elle être créée pour cibler les poches de pauvreté dans les PRI reclassés ? Ou alors suffirait-il simplement de veiller à un ciblage approprié dans le portefeuille du Groupe de la Banque ?

- Le Groupe de la Banque définit les options pour son rôle dans les efforts pour s'attaquer aux poches de pauvreté, faisant circuler à cet égard un projet de document après la RMP et avant la première réunion sur la Quatorzième reconstitution générale des ressources du FAD, afin de permettre aux plénipotentiaires de faire part de leurs observations avant ladite réunion.

3. Renforcement des sources de financement

Questions génériques

- 3.1 Il ressort de l'analyse des clients FAD ci-dessus qu'il faut encore des ressources concessionnelles substantielles, en particulier pour les États fragiles. Les pressions sur les budgets d'aide au développement des donateurs habituels devant se maintenir, l'AWG a examiné des options innovantes pour accroître la disponibilité des financements pour les cycles futurs du FAD.
- 3.2 Conformément à ses termes de référence, l'AWG doit discuter des approches innovantes pour le FAD-14, y compris aussi bien l'amélioration des sources actuelles que l'exploration de nouvelles sources non couvertes dans le modèle actuel pour les dons. Les deux premières réunions de l'AWG ont été l'occasion d'examiner une large gamme d'options pour tirer parti de nouvelles sources de financement. Certaines de ces options n'ont pas fait l'objet d'analyses plus poussées parce que de telles analyses déjà conduites ailleurs, comme dans le cadre de la dix-septième reconstitution générale des ressources de l'Association internationale de développement (IDA-17), avaient déjà montré qu'il était peu probable que ces options aient un grand potentiel. Au nombre de telles options, l'on pourrait citer les suivantes : a) une dotation pour générer des ressources en vue du financement des cycles futurs de reconstitution des ressources ; et b) une campagne de mobilisation des ressources directement auprès des organisations caritatives et des milieux nantis. Il a également été noté que le plaidoyer pour la fusion des prêts concessionnels du guichet FAD dans le bilan du Groupe de la Banque était moindre que dans le cas du Fonds asiatique de développement et de l'AID, compte tenu de la plus faible solvabilité du portefeuille de prêts du FAD ainsi que du fait que contrairement à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et à la Banque asiatique de développement (BAsD), le Groupe de la Banque africaine de développement faisait davantage face à des contraintes du côté de la demande.
- 3.3 Les autres options sont présentées plus en détail dans les paragraphes qui suivent, la dernière section évaluant les synergies et la substituabilité potentielles entre les différentes options. Le fait que ces options ont déjà fait l'objet de discussions ne préjuge

¹ D'après le tableau 5 du document de la Banque intitulé *Reclassement au titre du guichet FAD : Implications pour le Groupe de la Banque africaine de développement et ses pays clients*, mai 2015.

en rien qu'il y aura un quelconque accord sur leur prise en compte au cours du cycle du FAD-14.

Prêts concessionnels des donateurs

- 3.4 L'AWG a reconnu que les prêts concessionnels des donateurs (CDL) sont devenus une caractéristique d'un nombre croissant d'autres reconstitutions des ressources (comme dans le cas du Fonds vert pour le climat, de l'AID et du FIDA) et a étudié la possibilité de leur introduction dans le FAD-14. Un certain nombre de membres de l'AWG ont estimé que l'introduction des CDL pourrait concourir à l'augmentation des ressources totales disponibles pour le FAD-14, comme cela a été le cas pour les reconstitutions susmentionnées (en complétant les financements disponibles d'autres donateurs fournissant des prêts concessionnels), dans la mesure où les CDL peuvent attirer de nouveaux donateurs et en raison de leur impact sur le renforcement de la Capacité d'engagement anticipé (ACC). D'autres ont exprimé des préoccupations au sujet du risque élevé potentiel de substitution et ont également émis des réserves quant à la demande effective des CDL au cours du cycle du FAD-13, tout en avançant que d'autres mécanismes offraient un plus grand potentiel.
- 3.5 L'AWG a discuté d'une série de principes pour toute utilisation des CDL. Au nombre de ces principes, l'on pourrait citer les suivants :
- l'utilisation des CDL devrait conduire à l'additionnalité, étant entendu que les donateurs ne devraient pas remplacer les financements à titre de dons par les financements à titre de CDL ;
 - le montant de la dette devrait être limité pour que le risque lié à l'introduction de la dette dans le cadre de financement du Fonds demeure gérable ;
 - les donateurs fournissant des CDL devraient être encouragés et bénéficier d'une compensation ;
 - les produits des CDL ne devraient pas être versés dans le pool général des ressources de la reconstitution et ne devraient pas être affectés spécialement au financement d'activités spécifiques, ni être alloués à des membres régionaux spécifiques ou à une catégorie donnée de membres régionaux ;
 - les rentrées de fonds au titre des opérations financées par les produits des CDL devraient être suffisantes pour le remboursement des CDL, de façon à ce que d'autres opérations du Fonds n'aient pas à supporter des coûts liés à l'introduction des CDL dans le cadre de financement du Fonds.
- 3.6 L'AWG a pris note des analyses suivantes présentées par la direction :
- L'utilisation des CDL a été limitée par la demande de prêts à des modalités mixtes, avec un taux d'intérêt de 1 %. En prenant pour hypothèse que le FAD-14 serait d'une même échelle que le FAD-13, une estimation plus optimiste du potentiel s'établit à 500 millions d'UC.
 - Compte tenu de l'impact positif sur la Capacité d'engagement anticipé, les CDL pourraient permettre de mobiliser des ressources additionnelles d'un montant de 722 millions d'UC.
 - Au nombre des autres mesures à prendre pour gérer le risque de substitution, l'on pourrait citer les suivantes :
 - une contribution minimale au titre du FAD-14, à titre de don, la direction proposant à cet égard 90 % ;

- les CDL ne peuvent être qu'en droits de tirage spéciaux (DTS) ou en monnaies du panier des DTS, avec un taux d'intérêt maximal de 0,5 % et une échéance pas plus brève que les modalités applicables aux pays FAD à financement mixte et/ou en cours de reclassement ;
- la concessionnalité serait calculée en utilisant un taux de décote qui varierait, selon les propositions de la direction, de 1 % à 1,75 % ;
- pour ce qui est des règles de priorisation, au cas où les offres dépasseraient le plafond, la direction a proposé d'utiliser les parts du fardeau principal du FAD et l'additionnalité aux contributions du FAD-13;
- l'importance de la transparence dans l'application des règles.

3.7 Les membres de l'AWG ont reconnu la nécessité de chacun de ces éléments, mais ils n'ont pas pu parvenir à un accord sur des propositions spécifiques. Ils ont estimé qu'il fallait des conditions strictes pour que l'option des CDL puisse prospérer, mais certains ont estimé que les seuils proposés étaient trop élevés, ce qui limiterait les offres concernant les CDL.

- La direction devrait entreprendre des analyses plus poussées, à présenter à la première réunion sur la Quatorzième reconstitution générale des ressources du FAD, pour examiner : i) la portée potentielle des CDL, compte tenu de la composition attendue des clients du FAD et de l'interaction avec d'autres innovations (voir ci-dessous) ; ii) l'intérêt potentiel des donateurs pour la fourniture de prêts ; iii) les options spécifiques pour gérer les risques de substitution, y compris le choix des taux d'actualisation ; iv) les charges administratives ; v) les implications éventuelles à plus long terme pour les financements offerts par le FAD ; et vi) les enseignements tirés de l'expérience de l'AID-17 et d'autres reconstitutions générales des ressources, enseignements devant sous-tendre toutes ces analyses.

Accélération des encaissements et prêts-relais

3.8 L'AWG a pris note des avantages de l'accélération des encaissements par rapport au calendrier des décaissements prévus, un montant de 370 à 425 millions d'UC de ressources additionnelles étant mobilisé au titre des revenus tirés de la liquidité accrue dans la Capacité d'engagement anticipé, à la faveur de la réduction de la période pour tomber de 10 ans à environ 4 à 6 ans². Toutefois, un certain nombre de membres ont estimé qu'ils ne pouvaient pas accepter cette option, dans la mesure où il leur est explicitement demandé d'éviter de fournir des fonds avant que l'on en ait besoin. Il revenait cependant à tout autre donateur du FAD d'accepter volontairement de faire des versements au titre de l'accélération des encaissements, sans demander en compensation un quelconque avantage pour les contributions statutaires et les droits de vote, tel que cela est déjà le cas pour un petit nombre de donateurs.

3.9 La direction a indiqué que la composition changeante des projets et programmes du FAD abrège le calendrier des décaissements, ce qui conduira donc probablement à la soumission d'une proposition, dans le cadre du FAD-14, consistant à abréger le calendrier proposé pour les encaissements.

3.10 L'AWG a également noté les avantages d'un prêt-relais à la Capacité d'engagement anticipé pour harmoniser les rentrées attendues de fonds, permettant ainsi de mobiliser effectivement des rentrées de fonds plus substantielles à l'avenir, à la suite des récentes

² L'hypothèse retenue ici est que le FAD-14 sera d'une taille similaire au FAD-13.

décisions de durcir davantage les modalités des prêts. Un prêt sans intérêts, par exemple, pourrait permettre de mobiliser un montant additionnel de 700 millions d'UC pour le FAD-14.

- Le FAD-14 présente clairement des avantages, en termes de mobilisation de ressources additionnelles pour l'accélération des encaissements des donateurs (tout en renonçant aux avantages tirés des revenus) ou en termes d'octroi d'un prêt-relais à la Capacité d'engagement anticipé. Il est vrai que de nombreux donateurs ne sont pas à même d'agir de cette manière, mais d'autres donateurs peuvent vouloir explorer cette option sur une base volontaire.
- Au cours de la première réunion sur la Quatorzième reconstitution générale des ressources du FAD, la direction doit présenter aux plénipotentiaires du FAD une mise à jour sur la pertinence (ou non) de l'abrégement du calendrier des encaissements pour tenir compte de la plus brève période moyenne des décaissements.
- Les plénipotentiaires du FAD devraient inviter la direction à soumettre une revue à jour de sa politique générale en matière de liquidité, dans le cadre du processus du FAD-14.

Mécanisme de rachat des intérêts

- 3.11 Contrairement à la Banque mondiale et à la Banque asiatique de développement, le Groupe de la Banque africaine de développement fait face à un déficit dans la demande pour son guichet non concessionnel, tout comme l'on a assisté à une réduction significative de la taille de son guichet concessionnel au titre du FAD-13. Au cours de la première réunion sur la Treizième reconstitution générale des ressources du FAD, l'option du rachat des intérêts a été présentée comme une opportunité permettant d'attirer des ressources à titre de prêts pour les pays FAD pouvant y prétendre, libérant ainsi des ressources pour les pays exclusivement FAD. Les pays éligibles utiliseraient leur marge de manœuvre pour recevoir l'équivalent de l'allocation basée sur la performance (ABP) selon les modalités du FAD, tandis que le guichet FAD compenserait le guichet BAD pour le manque à gagner.
- 3.12 L'AWG a réexaminé cette option et a demandé la conduite d'analyses plus poussées sur la structure, la compatibilité avec la Politique de la Banque en matière de crédit, et la soutenabilité de la dette. Certains membres ont estimé que l'option du rachat des intérêts présentait des avantages, pour ce qui est de l'effet de levier, de la possibilité de faire plus avec moins, et de la libération de ressources pour les pays à faible revenu et les États fragiles. Une préoccupation exprimée au cours des réunions sur la Treizième reconstitution générale des ressources du FAD porte sur les questions juridiques potentielles liées à l'article 31 de l'Accord portant création du FAD, article faisant du FAD une entité distincte de la Banque et n'assumant aucune responsabilité pour tout engagement financier pris par la Banque. Pour apaiser cette préoccupation, la direction du FAD a présenté deux options. L'option A serait de créer une facilité dédiée de rachat pour renforcer les capacités du Groupe de la Banque africaine de développement dans le domaine des prêts. Quant à l'option B, elle consisterait à introduire des changements dans le cadre opérationnel du FAD ainsi que dans la Politique du Groupe de la Banque en matière de crédit en vue d'étendre l'éligibilité aux dons aux pays en voie de reclassement et de déployer des dons du FAD parallèlement aux financements de la BAD. Dans l'ensemble, les membres de l'AWG se sont montrés favorables à l'option B, en raison de ses modalités institutionnelles relativement plus simples.

3.13 S'il était appliqué aux pays à financement mixte, en transition et atypiques, le mécanisme de rachat des intérêts pourrait permettre de libérer un montant estimé à 450 millions d'UC pour les autres pays FAD, moins des réductions progressives de la Capacité d'engagement anticipé d'environ 17 millions d'UC³. Si ce mécanisme est étendu davantage, de façon à couvrir également les pays FAD à faible risque de surendettement (les pays à «feu vert»), le montant total libéré passerait à 1 248 millions d'UC, moins une baisse de 168 millions d'UC dans la Capacité d'engagement anticipé. L'impact devrait être plus grand après la fin du cycle du FAD-14, à la suite de l'introduction d'autres changements dans la composition de la clientèle du FAD. Une analyse plus poussée est nécessaire pour en évaluer la conception détaillée possible ainsi que l'impact sur les financements à plus long terme du FAD.

- L'adoption potentielle du mécanisme de rachat des intérêts devrait faire l'objet d'analyses plus poussées, au regard des ressources nettes qui pourraient être libérées pour les clients FAD plus pauvres au titre du FAD-14, d'un montant net oscillant entre 400 millions d'UC et 1 080 millions d'UC, selon que les pays de la «liste verte» sont pris ou non en compte. La Banque devrait soumettre à la première réunion sur la Quatorzième reconstitution générale des ressources du FAD des propositions plus précises sur les critères d'éligibilité possibles, l'impact à plus long terme sur la viabilité financière du FAD et sur son portefeuille.

Financement axé sur les résultats

3.14 Au cours de sa deuxième réunion, l'AWG a examiné la possibilité pour le FAD d'instituer un type d'instrument axé sur les résultats, instrument similaire au Programme pour les résultats (P4R) de la Banque mondiale et permettant de lier les contributions additionnelles des donateurs au niveau des résultats obtenus par le projet, ce qui pourrait prendre l'une des formes suivantes :

- a) des financements additionnels ciblant spécifiquement un projet et pouvant être acheminés par le canal du FAD ou d'un mécanisme parallèle distinct ; ou
- b) le rachat d'un prêt par un donateur, ce qui permettrait de libérer l'allocation FAD initiale en vue de sa réallocation au titre de l'ABP.

3.15 Certains membres ont pris note des avantages potentiels d'une telle approche dans la promotion d'une culture axée sur les résultats. Certains membres ont également fait état des inconvénients possibles de l'affectation spéciale des fonds et du « picorage », tandis que d'autres ont insisté sur l'additionnalité potentielle des financements. Compte tenu de l'expérience relativement limitée dans l'utilisation de tels instruments par d'autres banques multilatérales de développement (BMD), il a été convenu de reporter à plus tard l'examen plus approfondie de cette option.

- Le financement axé sur les résultats offre la possibilité d'attirer des financements additionnels, soit à travers les contributions additionnelles des donateurs pour des projets précis, soit à travers un mécanisme de rachat des prêts. L'AWG a recensé les avantages potentiels de cette approche, tout comme certaines

³ L'hypothèse retenue est que le FAD-14 est d'une taille similaire au FAD-13 et que des changements seront introduits dans la composition de la clientèle du FAD, tel qu'indiqué dans le document intitulé *Reclassement au titre du guichet FAD : Implications pour le Groupe de la Banque africaine de développement et ses pays clients*.

questions sur lesquelles les vues étaient mitigées. L'AWG s'en est remis aux plénipotentiaires pour décider si des analyses plus détaillées de cette option seront nécessaires dans le cadre de la réunion sur la Quatorzième reconstitution générale des ressources du FAD.

Élargissement de la base des donateurs

- 3.16 L'AWG a pris note de l'évaluation, par la Banque, du potentiel croissant pour l'élargissement de la base des donateurs du FAD ainsi que du point de vue que la gouvernance du FAD pourrait avoir un impact dans les efforts pour attirer de nouveaux donateurs. Il a également pris note des discussions informelles distinctes qui se sont tenues en marge de la réunion de février 2015 et qui sont parvenues à la conclusion qu'il n'existait pas de preuves irréfutables que la gouvernance du FAD, en soi, constituait une contrainte.
- La réunion tenue en marge de la réunion de l'AWG de février 2015 a estimé qu'il n'y avait pas de preuves irréfutables que la gouvernance du FAD, en soi, constituait une contrainte majeure dans les efforts pour attirer de nouveaux donateurs. Toutefois, il revient à la direction du Groupe de la Banque de procéder à des consultations plus poussées avec les PMR et les donateurs non habituels au sujet de la question de savoir si la gouvernance du FAD devrait être une question à examiner dans le cadre du processus du FAD-14, ainsi que plus largement au sujet des facteurs à même d'encourager des contributions plus substantielles.

Synergies et substituabilité

- 3.17 La Banque a fourni des analyses portant sur les avantages et les coûts relatifs potentiels, ainsi que sur l'équité et les implications juridiques de l'accélération des encaissements, les CDL et le mécanisme de rachat des intérêts, y compris les liens entre ces concepts. L'annexe 3 résume les résultats de ces analyses. Toutes les options présentent de très grands avantages, et toute combinaison de ces options devrait concourir à la complémentarité entre elles, à l'exception peut-être des CDL et du mécanisme de rachat des intérêts qui pourraient cibler les mêmes clients du FAD. Cependant, il était clair que les plénipotentiaires n'étaient pas disposés à accepter une quelconque accélération commune des encaissements, sans liens avec les calendriers des décaissements.
- Toutes les trois principales propositions présentent des avantages potentiels substantiels. Toutes les combinaisons possibles de ces propositions renforceraient la complémentarité, à l'exception des CDL et du mécanisme de rachat des intérêts, ces deux options ciblant les mêmes clients. Toutefois, compte tenu des réticences des plénipotentiaires à accepter toute accélération statutaire des encaissements, sans liens avec des changements dans les calendriers des décaissements, il n'y a que deux options viables, à savoir :
 - le mécanisme de rachat des intérêts, qui imposerait aux donateurs un fardeau moins lourd ; et
 - les CDL, qui auraient le plus grand impact au moins à moyen terme et sous réserve de l'atténuation de tout effet de substitution substantiel, à moins que le mécanisme de rachat des intérêts ne soit étendu à tous les pays exclusivement FAD à feu vert et aux pays à financement mixte et atypiques.

- 3.18 La direction du Groupe de la Banque africaine de développement doit approfondir ses analyses en vue de faire circuler un document à ce sujet dans le cadre de la revue à mi-

parcours du FAD-13, afin de permettre aux plénipotentiaires de déterminer le domaine sur lequel la Banque doit focaliser l'attention dans la préparation des propositions à soumettre pour le FAD-14.

4. Amélioration de l'impact du FAD

- 4.1 L'AWG a étudié les voies et moyens pour le FAD d'accroître son impact sur le terrain en attirant davantage l'investissement du secteur privé et en changeant peut-être l'allocation des ressources selon la formule de l'ABP.

Attirer les financements du secteur privé

- 4.2 Lors de ses deuxième et troisième réunions, l'AWG a examiné un certain nombre de propositions de la direction concernant l'ABP.
- 4.3 Au cours du cycle du FAD-13, la Facilité en faveur du secteur privé a été créée pour utiliser les ressources FAD en vue d'attirer des financements plus substantiels du secteur privé dans les pays à faible revenu, à travers la fourniture de garanties du Groupe de la Banque africaine de développement pour des opérations choisies du secteur privé, à hauteur d'une couverture allant jusqu'à 50 % du niveau d'engagement. Lors de la deuxième réunion de l'AWG, la direction du Groupe de la Banque a présenté deux options pour les ajustements à opérer. La première option ciblerait la couverture de la garantie pour certains types précis de risques, tels que le risque politique, afin d'améliorer le rapport coût/efficacité de l'instrument. Quant à la deuxième option, elle étendrait la gamme des bénéficiaires potentiels de ses garanties au-delà des simples clients du secteur privé financés par le Groupe de la Banque, pour couvrir également les institutions de cofinancement en vue de booster les financements disponibles pour les clients et d'en réduire les coûts. Les membres de l'AWG ont reconnu le potentiel de la première option, mais ils ont exprimé des réserves en ce qui concerne la deuxième, au regard de l'existence d'autres facilités telles que l'AMGI. Une évaluation plus claire de la valeur ajoutée de cette option s'impose donc.
- 4.4 En réponse aux demandes de l'AWG concernant la détermination des coûts, des avantages et des risques de ces options, la direction a présenté une plus vaste gamme d'options, y compris les options suivantes :
- une réitération de la deuxième option susmentionnée, accompagnée d'une proposition sur l'extension de la garantie partielle des risques (GPR), de façon à couvrir les projets-enclaves dans les pays à risque fortement surendettés et à relever le plafond global pour les GPR ;
 - un véhicule hors-bilan pour intensifier l'investissement dans les micro-, petites et moyennes entreprises, du modèle du Fonds multilatéral d'investissement multilatérale de la Banque interaméricaine de développement ; et
 - l'introduction de changements dans le FAD pour permettre des prêts directs à des entités non souveraines, à travers divers instruments.
- 4.5 L'AWG s'est félicité de l'esprit d'innovation dont fait preuve la direction de la Banque dans ces pistes de réflexion, mais il a estimé qu'il fallait des analyses plus poussées pour examiner d'une manière appropriée toutes les options et, ce, dans le contexte d'une détermination plus claire des problèmes que la Banque entendait résoudre ainsi que de les liens entre les diverses propositions.

- La direction du Groupe de la Banque africaine de développement devrait présenter à la première réunion sur la Quatorzième reconstitution générale des ressources du FAD une analyse plus complète, sous forme d'un document de plus grande portée sur l'amélioration des instruments actuels du FAD pour le secteur privé, ainsi que sur les résultats probables et la faisabilité des nouvelles approches proposées, en particulier en termes d'impact financier, d'effet de levier, de résultats en matière de développement, de capacités administratives et de gouvernance (y compris la gestion des conflits d'intérêts).

Allocation basée sur la performance

- 4.6 La réunion de l'AWG de février 2015 a tenu des discussions à la suite de l'exposé présenté par le professeur Guillamont de la *Fondation pour les études et recherches sur le développement international* (FERDI). Dans son exposé, le professeur Guillamont a passé en revue la formule actuelle de l'ABP du FAD, au regard des critères d'efficacité, d'équité et de transparence. Il a voulu soutenir la thèse que l'ABP n'offrait pas une protection suffisante contre la vulnérabilité, que l'allocation de l'aide était très sensible à des changements mineurs dans le niveau de performance et œuvrait d'une manière procyclique, la mesure de la performance étant basée sur des appréciations subjectives concernant les politiques, tandis que la complexe interaction entre tous les divers éléments se traduit par des liens pas très clairs entre l'allocation par tête d'habitant et le niveau de performance. Pour le professeur Guillamont, l'alternative serait de limiter l'éligibilité aux ressources du FAD à la liste des pays africains les moins développés et de simplifier le système de l'ABP en accordant un plus grand poids à la vulnérabilité, mettant ainsi en exergue la nécessité d'un mécanisme distinct pour la fragilité. Au cours des discussions qui ont suivi, un certain nombre de questions ont été soulevées, questions portant sur la mesure dans laquelle les propositions changeraient les allocations, avec comme conséquence l'avènement d'une nouvelle série de problèmes.
- L'AWG a suivi un exposé portant sur un certain nombre de questions concernant la formule actuelle de l'ABP et les options de rechange possibles, mais certains membres ont cependant exprimé des préoccupations à ce sujet. L'AWG a rappelé que la RMP du FAD-13 évaluera la performance de l'ABP au cours du cycle du FAD-13, permettant ainsi aux plénipotentiaires d'examiner l'ampleur et la nature de toute révision éventuelle des critères d'allocation des ressources du FAD et les questions en suspens dans le cadre du processus du FAD-14.

Annex 1 : Termes de référence du groupe de travail du FAD sur les approches innovantes pour le FAD-14

Objectif

Faciliter les discussions sur les approches innovantes pour : i) les sources de financement du FAD-14, y compris les sources non couvertes dans l'actuel modèle pour les dons ; et ii) les instruments appropriés pour un déploiement plus efficace des ressources du FAD. Les sources et les instruments devraient tenir compte de la viabilité financière du FAD, ainsi que de ses financements essentiels et des hypothèses sous-jacentes (telles que le potentiel pour le reclassement de plusieurs pays FAD au cours des cinq prochaines années, de 2014 à 2019). Ces discussions seront éclairées par les échanges sur le contexte stratégique plus large des interventions du FAD, y compris les tendances concernant les ressources concessionnelles, en particulier l'aide publique au développement (APD) à destination d'Afrique subsaharienne ; les discussions sur l'architecture du financement du développement à l'échelle mondiale et sur le rôle du FAD à cet égard ; la composition future de la clientèle du FAD ; et le modèle opérationnel du Groupe de la Banque, notamment l'articulation entre les guichets BAD et FAD.

Composition

L'AWG est composé des plénipotentiaires du FAD ou de leurs représentants dûment désignés, sur une base volontaire et sans limitation du nombre de membres. Les représentants des donateurs et des pays africains ainsi que d'autres institutions financières internationales seront encouragés à participer aux activités de l'AWG. Tous les plénipotentiaires et les observateurs recevront des copies des communications de l'AWG.

Deux co-présidents seront choisis parmi les membres de l'AWG, la responsabilité du secrétariat de ce groupe de travail incombant au personnel du FAD.

L'AWG peut inviter des chercheurs, des consultants techniques et d'autres acteurs à apporter leurs contributions à ses activités.

Fonctionnement

L'AWG sera un forum de discussions jouant un rôle consultatif et appelé à présenter ses constatations sur les options examinées à tous les plénipotentiaires du FAD et aux observateurs, pour examen au cours des consultations sur le FAD-14. Dans ses délibérations, l'AWG se limitera aux questions relevant du Conseil d'administration du FAD.

L'AWG adoptera une perspective à plus long terme correspondant à la période de la Stratégie décennale de la Banque et tiendra compte des changements significatifs potentiels dans la clientèle du FAD au cours de cette période.

La responsabilité du Secrétariat de l'AWG incombera au Groupe de la Banque africaine de développement, même si celle des stratégies et politiques, tout comme des initiatives de plus large portée, pourra être assumée par les membres de l'AWG ou des tierces parties, pour intégration dans les analyses de l'AWG, analyses à résumer par le Secrétariat.

Le Secrétariat veillera également à ce que les documents pertinents soient partagés entre les membres, par le biais du site web sécurisé. Les recherches conduites ou les produits de savoir réalisés par des membres de l'AWG devraient être partagés avec le Secrétariat de l'AWG.

L'AWG diffusera ses constatations et soumettra ses rapports à tous les plénipotentiaires du FAD ainsi qu'aux observateurs, à mesure que les activités avancent.

La première réunion de l'AWG s'est tenue en marge des Assemblées annuelles du Groupe de la Banque africaine de développement de mai 2014 à Kigali, et la deuxième était prévue en marge des Assemblées de printemps de la Banque mondiale et du FMI, en octobre 2014. Le rapport sur les activités de l'AWG sera présenté lors de la revue à mi-parcours du FAD-13 qui se tiendra au cours du quatrième trimestre de 2015.

Les membres de l'AWG se réuniront en outre en tant que de besoin et pourront procéder à des échanges de vues et à des discussions directes, à travers un site web dédié ou par courriel et audio/vidéoconférences.

L'AWG pourra présenter des exposés devant les plénipotentiaires du FAD, les représentants des PMR et les représentants d'autres institutions financières internationales (IFI) ou alors procéder à des consultations avec ceux-ci en marge d'assises pertinentes telles que les Assemblées annuelles du Groupe de la Banque ou de la Banque mondiale et du FMI.

L'AWG collaborera avec les groupes de travail similaires créés par d'autres IFI tels que celui de l'AID-17, en vue de garantir l'utilisation la plus efficace possible des analyses et des discussions en cours.

Questions couvertes par les discussions

L'AWG procèdera à des échanges de vues sur le contexte stratégique dans lequel opère le FAD. Ce contexte stratégique couvre des éléments tels que les suivants : i) les discussions en cours sur l'architecture mondiale de l'aide au développement et l'avenir des financements concessionnels ; ii) les tendances de l'aide publique au développement (APD) et les projections concernant les coûts des initiatives PPTE et IADM ; iii) l'élargissement de l'accès des pays FAD aux financements ; iv) les changements attendus dans la composition de la clientèle des guichets BAD et FAD ; v) les changements introduits dans les politiques du Groupe de la Banque, y compris l'amendement récent de la Politique en matière de crédit ; et vi) les conséquences de tous ces éléments sur la viabilité financière à long terme du FAD ainsi que sur le modèle opérationnel du Groupe de la Banque, en particulier pour ce qui est de l'articulation entre les guichets BAD et FAD.

Ces échanges de vues guideront les discussions plus techniques subséquentes sur les approches innovantes pour les sources de financement du FAD-14, y compris les sources en dehors du modèle actuel d'octroi des dons, ainsi que sur les instruments permettant de garantir le déploiement plus efficace des ressources du FAD. Au nombre des autres éléments devant guider ces discussions figurent une série de scénarios, de projections et d'options à préparer par la direction, ainsi que la revue des sources possibles de financement et des instruments financiers déjà examinés par les plénipotentiaires du FAD et d'autres IFI.

Au cours des réunions sur la Treizième reconstitution générale des ressources du FAD, six instruments de financement innovants ont été présentés aux plénipotentiaires du FAD, dans le cadre des discussions sur la viabilité financière à long terme du FAD. En se basant sur les orientations des plénipotentiaires, la direction a revu à la baisse ses propositions pour les ramener à deux instruments seulement, à savoir la garantie partielle des risques (GPR) et la Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé (FSP). Ces instruments ont été approuvés par les plénipotentiaires du FAD lors de la deuxième réunion sur la reconstitution générale des ressources. Les critères de priorisation de ces instruments, par rapport aux autres

instruments, s'articulaient autour de quatre facteurs, à savoir : i) la facilité de la mise en œuvre et le niveau limité des charges administratives ; ii) le nombre limité de montants pré-affectés ; iii) la demande ; et iv) l'effet de levier et l'impact financier. Compte tenu de l'évolution de la situation, la direction estime utile de revisiter certains des quatre autres instruments en vue d'améliorer davantage l'utilisation des ressources du FAD et de renforcer ses capacités financières.

L'AWG explorera les opportunités offertes pour élargir les sources de financement au titre du FAD-14, y compris, entre autres, les mesures suivantes :

- l'élargissement de la base des donateurs du FAD ;
- les autres formes de contributions telles que les contributions des donateurs du FAD en termes de prêts concessionnels en complément du modèle actuel pour les dons, étant entendu qu'au cours du cycle du FAD-14, plusieurs pays pourraient être reclassés comme des pays à financement mixte ou atypiques (avec des modalités de financement plus durcies, ce qui pourrait, parallèlement à une situation macro-économique stable (faibles taux d'intérêt) et à la différenciation actuelle des prix dans le FAD, justifier un montant modéré du financement de la dette au titre du FAD;
- l'institution d'un instrument de rachat des prêts : il s'agit d'offrir aux pays donateurs (et aux autres parties intéressées) la possibilité de rembourser, y compris par anticipation, les montants encore dus d'un prêt (ou d'une série donnée de prêts) par un pays FAD donné. Ce produit pourrait être d'un intérêt particulier pour les donateurs, si des liens sont établis avec les résultats axés sur la performance.

L'AWG procédera à l'élaboration et à l'évaluation d'approches innovantes pour l'utilisation des ressources du FAD, en s'appuyant sur les pistes de réflexion suivantes :

- les facilités de mise en commun des ressources (rachat des intérêts), c'est-à-dire la combinaison des financements concessionnels du FAD avec les prêts du guichet BAD, étant entendu que ce concept s'appuie sur le cadre modifié d'aide aux pays solvables au titre du FAD, un instrument qui a déjà fait l'objet de discussions lors de la première réunion sur la Treizième reconstitution générale des ressources du FAD et qui a été largement accepté par les plénipotentiaires, sans toutefois être finalement retenu en raison de son impact financier limité (étant donné que seul un pays pouvait en bénéficier à l'époque), même si les perspectives de reclassement de plusieurs pays FAD étaient à même d'augmenter la demande de ce produit;
- les options pour l'utilisation des ressources du FAD en vue d'accroître la consommation du capital du Groupe de la Banque, au regard de l'exemple de l'introduction récente de la Facilité de rehaussement de crédit en faveur du secteur privé, qui a permis d'attirer des investissements du guichet BAD dans les pays à faible revenu.

L'AWG décidera d'une liste plus détaillée des questions à examiner plus en profondeur au cours de sa deuxième réunion.

Au nombre des documents d'orientation préliminaires, l'on pourrait citer les suivants :

- *Capacités financières à long terme du FAD*, document de travail, première réunion sur la Treizième reconstitution générale des ressources du FAD, Tunis.

- *Instruments de financement innovants du FAD-13*, document de travail, deuxième réunion sur la Treizième reconstitution générale des ressources du FAD, Tunis.

Annexe 2 : Comparaison de trois sources innovantes de financement

Extraits de l'exposé sur les *Synergies/complémentarités des options de financement proposées pour le FAD-14* lors de la dernière réunion de l'AWG tenue en mai 2015.

V. CONCLUSION

Comparaison entre les options de financement

	Augmentation des ressources de l'enveloppe	Bénéficiaires ciblés	Qui paie?	Complexité dans la gestion	Compétition avec d'autres options
Prêts concessionnels des donateurs (PCDs)	Oui, si suffisamment de donateurs optent pour cette option	Tous les PMRs éligibles au FAD	Souscription des donateurs	Modéré	Oui
Mécanisme de rachat des prêts	Indirectement; l'option est limitée compte du fait de l'impact négatif sur la CEA	Les pays FAD qui ont le plus de besoin	Pas de paiement requis	Complexe: Option A Plus simple: Option B	Oui
Encaissement accéléré	Oui	Tous les PMRs éligibles au FAD	Tous les donateurs	Simple	Non
Prêt relais	Oui	Tous les PMRs éligibles au FAD	Seulement les donateurs apportant les prêts	Modéré	Non



1

V. CONCLUSION



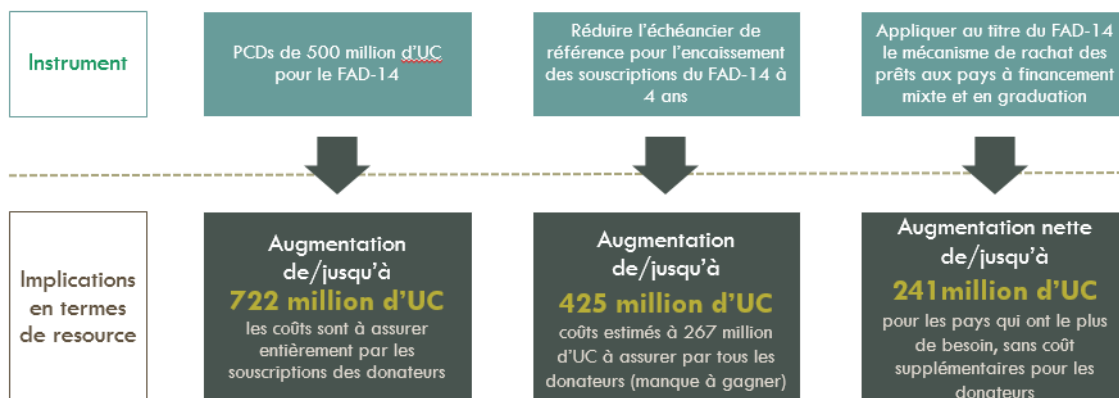
Choisir entre les **PCDs** et le **Mécanisme de rachat des prêts**

- Pour plus de ressources pour les pays FAD et plus de simplicité
→ Combiner les **PCDs** avec l'encaissement accéléré
- Pour éviter des charges supplémentaires de la part des donateurs
→ Combiner le **Mécanisme de rachat des prêts** avec l'encaissement accéléré
- Pour plus d'impact sur la reconstitution du FAD-14 avec une seule option
→ Choisir les **PCDs**



V. CONCLUSION

Coûts et bénéfices des options qui ne sont pas en compétition



Annexe 3 : Liste des documents et des exposés

1. Reclassement des pays FAD : Implications pour la BAD et ses pays clients
2. Prêts concessionnels des donateurs
3. Calendrier d'encaissement accéléré
4. Vers un mécanisme de rachat de prêts à la BAD
5. Les prêts-relais